



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 18/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ANTARGAZ FINAGAZ (ex-TOTALGAZ)**

1 rue Denis Papin  
88190 GOLBEY

Références : S-22-305RP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement ANTARGAZ FINAGAZ (ex-TOTALGAZ) implanté 1 rue Denis Papin 88190 GOLBEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de contrôle s'inscrit dans le cadre des visites pluriannuelles réalisées par l'inspection des installations classées. Elle entre dans le cadre des actions nationales 2022 relatives à " la sous traitance " dans les installations relevant du régime Seveso Seuil Haut.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANTARGAZ FINAGAZ (ex-TOTALGAZ)
- 1 rue Denis Papin 88190 GOLBEY
- Code AIOT dans GUN : 0006202268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société ANTARGAZ-FINAGAZ située à GOLBEY est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2121/95 du 30 novembre 1995 modifié à exercer ses activités de stockage de gaz inflammables liquéfiés (propane) et de remplissage de camions-citernes. L'établissement relève du régime Seveso seuil haut.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion de la sous-traitance

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats n'ont pas révélés de non-conformités.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Procédure SGS relative à la sous traitance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe I notamment point 1 3ème alinéa de l'AM	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Interface avec entreprise extérieure	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1 point 3ème alinéa de l'AM	/	Sans objet
Information / formation du personnel sous traitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1 points 1 et 5 de l'AM	/	Sans objet
Identification des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1 point 2	/	Sans objet
Plan de prévention et permis de travail	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article code du travail	/	Sans objet
Inspection commune préalable aux travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1 point 3 de l'AM	/	Sans objet
suivi du chantier	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Réception des travaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 annexe1	/	Sans objet
évaluation des entreprises extérieures :	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Organisation de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	/	Sans objet
Moyens d'interventions	Arrêté Préfectoral du 30/11/1995, article 6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées considère que la gestion de la sous-traitance est satisfaisante sur le site de Golbey.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Procédure SGS relative à la sous traitance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 et annexe I notamment point 1 3ème alinéa de l'AM
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis avant la visite la procédure SGS relative à la sous traitance.  Cette procédure ne soulève pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Interface avec entreprise extérieure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1 point 3ème alinéa de l'AM
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Point 1 du SGS : organisation  Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a identifié l'ensemble des opérations faisant l'objet d'une intervention par une entreprise extérieure. Ces opérations sont de trois types :  - récurrente ;  - ponctuelle planifiée ;  - urgente.  En fonction de l'opération, l'exploitant a identifié celles devant faire l'objet d'une procédure en tenant compte des risques liés aux installations sur lesquelles l'entreprise extérieure intervient. La qualification des intervenants des entreprises extérieures est contrôlée individuellement.  Les tâches critiques font l'objet d'une procédure d'habilitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Information / formation du personnel sous traitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1 points 1 et 5 de l'AM
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Points 1 et 5 2ème alinéa du SGS : formation/gestion des situations d'urgence : Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> Le SGS décrit la formation dispensée aux entreprises extérieures. Un passeport accueil sécurité est établi pour chaque intervenant. Il prend notamment en compte : <ul style="list-style-type: none"><li>- les dangers spécifiques et les mesures de prévention prises sur le chantier ;</li><li>- l'identification des zones dangereuses et les moyens adoptés pour les matérialiser ;</li><li>- les moyens de premiers secours, dispositifs d'alerte, les points de rassemblements.</li></ul> Les formations sont adaptées en fonction des opérations de sous-traitance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Identification des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1 point 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 2 du SGS : Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.
<b>Constats :</b> Les mesures de prévention préalables à l'exécution d'une opération sont établies à destination des sous-traitants. Lors de la réalisation des travaux, l'exploitant a établi des mesures de prévention adaptées et effectue des contrôles afin de vérifier la bonne application de ces mesures. L'exploitant élabore systématiquement une fiche d'accueil pour chaque intervenant et une fiche de contrôle est également établie pour les intervenants devant posséder des habilitations spécifiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan de prévention et permis de travail

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article code du travail
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan de prévention et permis de travail, prévu par le Code du travail.
<b>Constats :</b> Un plan de prévention est systématiquement établi pour chaque entreprise extérieure. Les risques y sont bien identifiés et un permis de travail est établi spécifiquement pour chaque intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Inspection commune préalable aux travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1 point 3 de l'AM
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Une réunion préparatoire et une visite d'inspection des lieux de travail sont réalisées. Tous les intervenants ont l'obligation d'y participer. Un questionnaire à destination de chaque intervenant permet de vérifier la bonne prise en compte des procédures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : suivi du chantier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant inspecte tous les jours la bonne application des mesures de prévention lors de l'exécution des travaux et pour les travaux d'une durée supérieure à un mois, un planning d'inspection(s) commune avec l'entreprise extérieure est établi durant toute la durée du chantier.  Pour les nouveaux intervenants (chauffeurs) l'exploitant a mis en place une procédure de tutorat et d'habilitation formalisée dans une fiche de contrôle conducteur nominative.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Réception des travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 annexe1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Les interventions et les travaux réalisés sont surveillés et contrôlés par un des agents de surveillance en poste. Toutes les anomalies sont consignées dans un registre et font l'objet de mesures correctives. Ce registre est vérifié tous les jours par l'agent responsable du site et les données sont archivées durant un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** évaluation des entreprises extérieures :

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance point 6
<b>Prescription contrôlée :</b>  Point 6 du SGS : surveillance des performances : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.  Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.  Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
<b>Constats :</b> Les entreprises extérieures et principalement les chauffeurs qui interviennent tous les jours sur le site sont évaluées inopinément et en cas de non respect des procédures peuvent faire l'objet d'une interdiction d'accès sur le site. L'exploitant indique que cette situation est exceptionnelle mais qu'elle s'est déjà produite sur le site.  La gestion des entreprises extérieures est intégrée à la revue annuelle des processus.  Les audits internes et externes évaluent le respect des procédures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Organisation de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- sous traitance point 5 dernier tiret
<b>Prescription contrôlée :</b>  Point 5 du SGS : gestion des situations d'urgence  En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.  Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.  Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats :</b> La gestion des entreprises extérieures est bien intégrée aux situations d'urgence.  Cette situation concerne notamment les chauffeurs qui effectuent des opérations de chargement / déchargement. Les entreprises extérieures sont amenées à participer aux différents exercices.  Le protocole de sécurité établi avec le transporteur intègre les situations d'urgence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/1995, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> 6.1 réserve d'eau : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 bassin de 1 200m<sup>3</sup> (utile) ;</li><li>- 1 point incendie (prise DN100) au local pomperie ;</li><li>- 1 borne incendie à l'entrée du site (raccordé au réseau communal) ;</li><li>- 1 point station pour les engins d'incendie au bord du canal de l'est.</li></ul> 6.2 moyens de pompage l'établissement dispose : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une pompe électrique 60 m<sup>3</sup>/h (10bars) ;</li><li>- 2 pompes thermiques de 220 m<sup>3</sup>/h (10bars).</li></ul> 6.3 canalisations d'eau incendie composé : <ul style="list-style-type: none"><li>- de canalisations enterrées protégées de la corrosion et du gel ;</li><li>- de dispositifs d'arrosage constitués en rampes et pulvérisateurs (débit par rampe par wagon 3l/m<sup>2</sup> soit 30 m<sup>3</sup>/h) sur les 2 wagons en poste de déchargement et le wagon citerne attenant ;</li><li>- 3 lances monitor pour les camions et wagons citernes (débit 100 m<sup>3</sup>/h à 6 bars).</li></ul> 6.3 moyens complémentaires
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence de l'ensemble des moyens d'intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet